

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

---

*SÉRIE A/B*

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

---

FASCICULE N° 71

AFFAIRE DES PHARES EN CRÈTE  
ET A SAMOS

---

---

ARRÊT DU 8 OCTOBRE 1937

**1937**

JUDGMENT OF OCTOBER 8th, 1937

---

---

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

*SERIES A./B.*

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

---

FASCICULE No. 71

LIGHTHOUSES IN CRETE  
AND SAMOS

LEYDE  
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS  
A. W. SIJTHOFF



LEYDEN  
A. W. SIJTHOFF'S  
PUBLISHING COMPANY

## COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1937.  
Le 8 octobre.  
Rôle général  
n° 70.

ANNÉE JUDICIAIRE 1937

8 octobre 1937

# AFFAIRE DES PHARES EN CRÈTE ET A SAMOS

*Application, dans un cas d'espèce, d'un arrêt antérieurement rendu par la Cour (voir Série A/B, n° 62).*

*Époque à laquelle les îles de Crète et de Samos sont à considérer comme ayant été « détachées de l'Empire ottoman ». Sens de cette expression.*

*Application de l'article 9 du Protocole XII signé en même temps que le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923.*

*Caractère de l'autonomie dont jouissaient, avant 1913, les îles de Crète et de Samos. Sa portée fixée par les traités internationaux et par les Constitutions crétoise et samienne.*

## ARRÊT

*Présents : M. GUERRERO, Président ; sir CECIL HURST, Vice-Président ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, juges ; M. SÉFÉRIADÈS, juge ad hoc.*

## PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

JUDICIAL YEAR 1937.

1937.  
October 8th.  
General List:  
No. 70.

October 8th, 1937.

[*Translation.*]LIGHTHOUSES IN CRETE  
AND SAMOS

*Application, in a particular case, of a judgment already rendered by the Court (see Series A./B., No. 62).*

*Period at which the islands of Crete and Samos are to be regarded as having been "detached from the Ottoman Empire". Meaning of this expression.*

*Application of Article 9 of Protocol XII signed at the same time as the Treaty of Lausanne of July 24th, 1923.*

*Character of the autonomy enjoyed, prior to 1913, by the islands of Crete and Samos. Its scope determined by the international treaties and by the Cretan and Samian Constitutions.*

## JUDGMENT.

*Present: M. GUERRERO, President; Sir CECIL HURST, Vice-President; Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, Judges; M. SÉFÉRIADÈS, Judge ad hoc.*

Dans l'affaire concernant les phares en Crète et à Samos,  
*entre*

le Gouvernement de la République française, représenté par  
M. J. Basdevant, comme agent,

*et*

le Gouvernement royal hellénique, représenté par M. N. Politis,  
comme agent, et M. D. Drossos, comme agent-adjoint,

La Cour,  
ainsi composée,  
rend l'arrêt suivant :

Par un compromis signé à Paris le 28 août 1936, les  
Gouvernements français et hellénique se sont mis d'accord  
pour soumettre à la Cour la question de l'applicabilité, en ce  
qui concerne les phares situés sur les territoires de Crète, y  
compris les îlots adjacents, et de Samos, du principe adopté  
dans l'arrêt rendu par la Cour le 17 mars 1934, cette question  
étant considérée, de part et d'autre, comme accessoire à la  
question principale déjà tranchée par la Cour.

Les deux Gouvernements, vu la nature de la question sou-  
mise à la Cour, ont reconnu dans le compromis que cet ins-  
trument entrerait en vigueur dès sa signature et qu'il serait  
transmis à la Cour par la Partie la plus diligente. Le compromis  
a été déposé au Greffe de la Cour le 27 octobre 1936 par le  
ministre de France à La Haye.

Les Parties prient la Cour de bien vouloir trancher, en tenant  
compte de l'époque à laquelle les territoires dont il s'agit ont  
été détachés de l'Empire ottoman, la question de savoir :

« Si le contrat, intervenu le 1<sup>er</sup>/14 avril 1913 entre la Société  
française en nom collectif Collas & Michel, dite « Administra-  
tion générale des Phares de l'Empire ottoman », et le Gou-  
vernement ottoman, portant prorogation, du 4 septembre 1924  
au 4 septembre 1949, des contrats de concession consentis à  
ladite société, est dûment intervenu et partant est opérant vis-  
à-vis du Gouvernement hellénique, en ce qui concerne les  
phares situés sur les territoires de Crète, y compris les îlots  
adjacents, et de Samos, qui lui furent attribués à la suite des  
guerres balkaniques. »

L'objet du différend se trouve ainsi indiqué, conformément à  
l'article 40 du Statut.

A la date du 27 octobre 1936, le dépôt du compromis a été  
notifié au Gouvernement hellénique conformément à l'article 33,  
alinéa 2, du Règlement ; le 31 octobre, le compromis a fait

In the case concerning lighthouses in Crete and Samos,

*between*

the Government of the French Republic, represented by M. J. Basdevant, as Agent,

*and*

the Royal Greek Government, represented by M. N. Politis, as Agent, and M. D. Drossos, as Assistant Agent,

The Court,

composed as above,

delivers the following judgment :

By a Special Agreement signed at Paris on August 28th, 1936, the French and Greek Governments agreed to submit to the Court the question of the applicability, as regards lighthouses situated in the territories of Crete, including the adjacent islets, and of Samos, of the principle laid down in the judgment rendered by the Court on March 17th, 1934, this question being regarded on both sides as accessory to the principal question already decided by the Court.

The two Governments, having regard to the nature of the question submitted to the Court, recognized in the Special Agreement that that instrument should take effect as from the date of its signature and might be transmitted to the Court by either Party. The Special Agreement was filed with the Registry of the Court on October 27th, 1936, by the French Minister at The Hague.

The Parties request the Court, taking into account the period at which the territories in question were detached from the Ottoman Empire, to give its decision on the following question :

“Whether the contract concluded on April 1st/14th, 1913, between the French firm Collas & Michel, known as the ‘*Administration générale des Phares de l’Empire ottoman*’, and the Ottoman Government, extending from September 4th, 1924, to September 4th, 1949, concession contracts granted to the said firm, was duly entered into and is accordingly operative as regards the Greek Government in so far as concerns lighthouses situated in the territories of Crete, including the adjacent islets, and of Samos, which were assigned to that Government after the Balkan wars.”

The subject of the dispute has thus been indicated in accordance with Article 40 of the Statute.

On October 27th, 1936, the filing of the Special Agreement was notified to the Greek Government in accordance with Article 33, paragraph 2, of the Rules; on October 31st, the

l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 34 du Règlement.

La Cour ne comptant sur le siège aucun juge de nationalité hellénique, le Gouvernement hellénique s'est prévalu du droit que lui réserve l'article 31 du Statut, et a désigné M. le professeur S. P. Sfériadès pour siéger dans la présente affaire.

Le compromis prévoit que, pour tout ce qui n'est pas réglé par lui, la Cour est « priée de se conformer au compromis du 15 juillet 1931 » (soumettant à la Cour l'affaire franco-hellénique des phares, laquelle avait fait l'objet de l'arrêt ci-dessus mentionné du 17 mars 1934), « étant entendu que les délais pour le dépôt des mémoires et contre-mémoires visés à l'article 3 de ce compromis ne commenceraient à courir qu'à dater du 15 octobre 1936 ».

Dans ledit article 3 du compromis du 15 juillet 1931, les Parties avaient proposé à la Cour

« de fixer à trois mois à compter de la date déterminée dans l'ordonnance rendue par la Cour à cet effet (le délai imparti au Gouvernement de la République française et au Gouvernement de la République hellénique) pour présenter leurs mémoires respectifs exposant leurs vues sur la question et en formulant leurs conclusions, et à trois mois à dater du dépôt desdits mémoires pour le dépôt de leurs contre-mémoires en réponse en y formulant, s'il y a lieu, leurs conclusions complémentaires ».

Les Parties, dans la présente instance de même que dans la précédente, n'ont pas proposé la fixation d'un délai pour la présentation d'une Réplique écrite par chacune d'elles. Il y a lieu de faire observer à ce sujet que dans une ordonnance du 28 juillet 1933, dont a fait état l'arrêt rendu le 17 mars 1934, la Cour avait constaté qu'une clause de compromis, rédigée dans les termes de l'article 3 précité, signifiait un accord des Parties pour renoncer à la présentation d'une Réplique.

Par une ordonnance datée du 13 janvier 1937, le Président de la Cour — celle-ci ne siégeant pas — a adopté le 17 décembre 1936 comme point de départ pour le calcul des délais, qui ont été fixés conformément aux propositions des Parties.

Le dépôt des Mémoires et Contre-mémoires a été dûment effectué dans les délais ainsi fixés. Les Contre-Mémoires ayant été déposés le 10 juin 1937, c'est à partir de cette date que l'affaire s'est trouvée en état.

Dans son Mémoire, le Gouvernement français a conclu à ce qu'il plaise à la Cour :

« Dire et juger que le contrat intervenu le 1/14 avril 1913 entre la Société française en nom collectif Collas et Michel, dite Administration générale des Phares de l'Empire ottoman, et le

communications provided for in Article 40 of the Statute and Article 34 of the Rules were duly despatched.

As the Court included on the Bench no judge of Greek nationality, the Greek Government availed itself of its right under Article 31 of the Statute and nominated Professor S. P. Sefériadès to sit in this case.

The Special Agreement states that, in regard to all points not provided for therein, the Court "is requested to follow the Special Agreement of July 15th, 1931" (submitting to the Court the Lighthouses case between France and Greece, which formed the subject of the above-mentioned Judgment of March 17th, 1934), "it being agreed that the time-limits for the filing of the Memorials and Counter-Memorials mentioned in Article 3 of this Special Agreement shall only begin to run as from October 15th, 1936".

In the said Article 3 of the Special Agreement of July 15th, 1931, the Parties proposed that the Court should

"fix a period of three months as from the date fixed in the Order made by the Court for the purpose (the time-limit granted to the Government of the French Republic and to the Government of the Greek Republic) of the presentation of their respective Cases setting out their views on the question and formulating their submissions, and a period of three months as from the date of filing of these Cases for the presentation of their Counter-Cases in reply, in which, if necessary, they shall formulate any additional submissions".

In the present case as in the previous one, the Parties did not propose the fixing of a time-limit for the presentation of a Reply by each of them. It is to be observed in this connection that, in an Order made on July 28th, 1933, and referred to in the Judgment of March 17th, 1934, the Court stated that a clause in a special agreement, drawn in terms such as those of the above-quoted Article 3, implied an agreement between the Parties to waive the right to present a Reply.

By an Order made on January 13th, 1937, the President of the Court, as the Court was not sitting, fixed December 17th, 1936, as the date from which the time-limits which were fixed in accordance with the proposals of the Parties should begin to run.

The Memorials and Counter-Memorials were duly filed within the time-limits thus fixed. The Counter-Memorials having been filed on June 10th, 1937, the case became ready for hearing on that date.

In its Memorial the French Government prays the Court :

"To adjudge and declare that the contract concluded on April 1st/14th, 1913, between the French firm Collas & Michel, known as the *Administration générale des Phares de l'Empire*

Gouvernement ottoman, portant prorogation du 4 septembre 1924 au 4 septembre 1949 des contrats de concession consentis à ladite société, est dûment intervenu et partant est opérant vis-à-vis du Gouvernement hellénique en ce qui concerne les phares situés sur les territoires de Crète (y compris les îlots adjacents) et de Samos, qui lui furent attribués à la suite des guerres balkaniques. »

De son côté, le Gouvernement hellénique, dans son Mémoire, a conclu à ce qu'il plaise à la Cour :

« Dire et juger que le contrat, intervenu le 1<sup>er</sup>/14 avril 1913 entre la Société française en nom collectif Collas & Michel, dite « Administration générale des Phares de l'Empire ottoman », et le Gouvernement ottoman, portant prorogation, du 4 septembre 1924 au 4 septembre 1949, des contrats de concession consentis à ladite société, n'est pas dûment intervenu et partant n'est pas opérant vis-à-vis du Gouvernement hellénique, en ce qui concerne les phares situés sur les territoires de Crète, y compris les îlots adjacents, et de Samos, qui lui furent attribués à la suite des guerres balkaniques. »

Ces conclusions n'ont pas subi de modifications dans les Contre-Mémoires respectifs.

Au cours des audiences publiques tenues les 28 et 29 juin 1937, la Cour a entendu :

pour la France, M. Basdevant, agent ;  
et pour la Grèce, M. Politis, agent.

Les conclusions formulées dans les pièces de la procédure écrite ont été intégralement maintenues de part et d'autre lors des exposés oraux.

De nombreux documents justificatifs ont été déposés au nom de chacune des Parties<sup>1</sup>.

C'est en cet état de la procédure que la Cour doit statuer.

\* \* \*

Les circonstances dans lesquelles l'affaire est soumise à la Cour sont les suivantes.

Par son Arrêt du 17 mars 1934<sup>2</sup>, la Cour a décidé

« que le contrat intervenu le 1<sup>er</sup>/14 avril 1913 entre la Société française en nom collectif Collas & Michel, dite « Administration générale des Phares de l'Empire ottoman », et le Gouvernement ottoman, portant prorogation du 4 septembre 1924 au 4 septembre 1949 des contrats de concession consentis à ladite société, est dûment intervenu et partant est opérant vis-à-vis du Gouvernement hellénique en ce qui concerne les phares situés sur les territoires qui lui furent attribués à la suite des guerres balkaniques ou postérieurement ».

<sup>1</sup> Voir bordereau à l'annexe.

<sup>2</sup> *Publications de la Cour*, Série A/B, fasc. n° 62.



*ottoman*', and the Ottoman Government, extending from September 4th, 1924, to September 4th, 1949, concession contracts granted to the said firm, was duly entered into and is accordingly operative as regards the Greek Government in so far as concerns lighthouses situated in the territories of Crete (including the adjacent islets) and of Samos, which were assigned to that Government after the Balkan wars."

The Greek Government, for its part, in its Memorial prays the Court :

"To adjudge and declare that the contract concluded on April 1st/14th, 1913, between the French firm Collas & Michel, known as the '*Administration générale des Phares de l'Empire ottoman*', and the Ottoman Government, extending from September 4th, 1924, to September 4th, 1949, concession contracts granted to the said firm, was not duly entered into and is accordingly inoperative as regards the Greek Government in so far as concerns lighthouses situated in the territories of Crete (including the adjacent islets) and of Samos, which were assigned to that Government after the Balkan wars."

These submissions were not amended in the respective Counter-Memorials.

In the course of public sittings held on June 28th and 29th, 1937, the Court heard :

M. Basdevant, Agent, on behalf of France ;  
and M. Politis, Agent, on behalf of Greece.

The submissions formulated in the documents of the written procedure were maintained in their entirety by both Parties in their oral arguments.

Numerous documents in support of their contentions were filed on behalf of each Party<sup>1</sup>.

The above being the state of the proceedings, the Court must now adjudicate.

\* \* \*

The circumstances in which the dispute has been submitted to the Court are as follows.

By its Judgment of March 17th, 1934<sup>2</sup>, the Court decided that

"the contract of April 1st/14th, 1913, between the French firm Collas & Michel, known as the '*Administration générale des Phares de l'Empire ottoman*', and the Ottoman Government, extending from September 4th, 1924, to September 4th, 1949, concession contracts granted to the said firm, was duly entered into and is accordingly operative as regards the Greek Government in so far as concerns lighthouses situated in the territories assigned to it after the Balkan wars or subsequently".

<sup>1</sup> See list in annex.

<sup>2</sup> *Publications of the Court*, Series A./B., Fasc. No. 62.

Ce dispositif était toutefois immédiatement précédé d'une « réserve » ainsi conçue :

« D'autre part, la Cour a estimé que le compromis ne lui demande rien d'autre qu'une décision de principe, et que sa tâche n'est pas de dire quels sont les territoires détachés de la Turquie et attribués à la Grèce à la suite des guerres balkaniques ou postérieurement et où se trouvent les phares à l'égard desquels le contrat de 1913 est opérant. Il y a d'ailleurs d'autant plus lieu de faire cette réserve que les Parties n'ont pas discuté devant la Cour les questions de fait ou de droit pouvant être soulevées à cet égard et sur lesquelles elle n'a pas été appelée à se prononcer. »

Par une note verbale, adressée le 17 juillet 1934 par le ministre des Affaires étrangères hellénique à la légation de France à Athènes, le Gouvernement hellénique, tout en se déclarant prêt à exécuter l'arrêt rendu, a relevé la réserve ainsi formulée en observant « que la Cour de Justice internationale n'a rendu, selon ses propres termes, qu'une *décision de principe*; elle n'a pas eu à déterminer les territoires visés par le contrat incriminé, quant aux phares qui y sont situés, et elle s'est abstenue de le faire ». La note poursuit en disant : « Cette question demeurant, par conséquent, entière, le Gouvernement hellénique considère, après mûre réflexion, que les phares de Crète et de Samos sont demeurés en dehors des prévisions du contrat intervenu, le 1<sup>er</sup>/14 avril 1913, entre la société concessionnaire et la Porte ottomane, vu que les territoires, sur lesquels ils se trouvent situés, ont été détachés de la Turquie bien avant cette date. »

La note verbale du 17 juillet 1934 conclut sur ces mots : « Sur la foi des considérations qui précèdent, le Gouvernement hellénique est fermement convaincu que le contrat de 1913 sur la validité duquel la Cour de Justice internationale eut à se prononcer ne saurait viser en aucun cas les phares des îles de Crète et de Samos. Ce contrat était dénué de tout effet à l'égard de ces îles, pays détachés de la Turquie avant 1913, comme il l'est maintenant à l'égard de la Grèce, qui est le continuateur juridique de ces îles, pays antérieurement autonomes incorporés au territoire hellénique en 1913. »

Le Gouvernement français n'ayant pu accepter le point de vue exposé dans la note précitée du Gouvernement hellénique, les deux Gouvernements sont tombés d'accord pour soumettre le différend à la décision de la Cour permanente de Justice internationale.

Le compromis du 28 août 1936, qui est la base de l'instance actuelle, est ainsi conçu :

« La Cour permanente de Justice internationale ayant, dans son Arrêt du 17 mars 1934, énoncé la réserve « que le compromis

This decision was however immediately preceded by the following "reservation":

"Moreover, the Court holds that the Special Agreement only requires it to decide on a question of principle, and that it is not called upon to specify which are the territories, detached from Turkey and assigned to Greece after the Balkan wars or subsequently, where the lighthouses in regard to which the contract of 1913 is operative are situated. It is moreover all the more necessary to make this reservation because the Parties have not argued before the Court the questions of fact and of law which might be raised in that connection and which the Court has not been asked to decide."

By a *note verbale* addressed on July 17th, 1934, by the Greek Ministry for Foreign Affairs to the French Legation at Athens, the Greek Government, while declaring itself prepared to execute the judgment, drew attention to the point thus reserved, observing "that according to the actual terms of the judgment the Court of International Justice has only decided a *question of principle*; it was not called upon to specify which are the territories covered by the impugned contract in so far as concerns lighthouses situated in them and it refrained from so doing". The note goes on as follows: "Since, therefore, this question remains open, the Greek Government, after mature reflection, considers that the lighthouses in Crete and Samos remained outside the ambit of the contract concluded on April 1st/14th, 1913, between the concessionary firm and the Ottoman Porte, as the territories in which they are situated were detached from Turkey well before that date."

The *note verbale* of July 17th, 1934, concludes with the following words: "On the basis of the foregoing considerations, the Greek Government is firmly convinced that the 1913 contract, as to the validity of which the Court of International Justice was called upon to decide, does not in any case cover lighthouses in the islands of Crete and Samos. This contract was entirely inoperative in so far as concerns these islands, which were detached from Turkey before 1913, just as it is now in so far as concerns Greece, the legal successor of those islands which were previously autonomous territories incorporated in the territory of Greece in 1913."

As the French Government was unable to accept the standpoint set out in the above-mentioned note of the Greek Government, the two Governments agreed to submit the dispute for decision by the Permanent Court of International Justice.

The Special Agreement of August 28th, 1936, which constitutes the basis of the present proceedings, is as follows:

"The Permanent Court of International Justice having in its Judgment of March 17th, 1934, made the reservation 'that the

« ne lui demande rien d'autre qu'une décision de principe et « que sa tâche n'est pas de dire quels sont les territoires « détachés de la Turquie et attribués à la Grèce à la suite des « guerres balkaniques ou postérieurement et où se trouvent les « phares à l'égard desquels le contrat de 1913 est opérant ».

Et une divergence de vues ayant surgi entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Grèce au sujet de la question de l'applicabilité du principe adopté par ledit arrêt en ce qui concerne les phares situés sur les territoires de Crète, y compris les îlots adjacents, et de Samos.

Ladite question étant considérée de part et d'autre comme accessoire à la question principale déjà tranchée par la Cour permanente de Justice internationale.

Les deux Gouvernements ont estimé qu'elle devait être déferée à la Cour permanente de Justice internationale.

En conséquence, ils prient la Cour de bien vouloir trancher, en tenant compte de l'époque où les territoires ci-après visés ont été détachés de l'Empire ottoman, la question de savoir :

« Si le contrat, intervenu le 1<sup>er</sup>/14 avril 1913 entre la Société « française en nom collectif Collas & Michel, dite « Administra- « tion générale des Phares de l'Empire ottoman », et le Gou- « vernement ottoman, portant prorogation, du 4 septembre 1924 « au 4 septembre 1949, des contrats de concession consentis à « ladite société, est dûment intervenu et partant est opérant « vis-à-vis du Gouvernement hellénique, en ce qui concerne les « phares situés sur les territoires de Crète, y compris les îlots « adjacents, et de Samos, qui lui furent attribués à la suite « des guerres balkaniques. »

La Cour est, pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent accord, priée de se conformer au compromis du 15 juillet 1931, étant entendu que les délais pour le dépôt des mémoires et contre-mémoires visés à l'article 3 de ce compromis ne commenceront à courir qu'à dater du 15 octobre 1936.

La solution de la question soumise à la Cour étant considérée comme concernant l'applicabilité dans un cas d'espèce de l'arrêt antérieurement rendu par celle-ci, les deux Gouvernements reconnaissent que le présent accord entrera en vigueur dès sa signature et conviennent qu'il sera transmis à la Cour par la Partie la plus diligente.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé le présent accord.

Paris, le 28 août 1936.

(Signé) YVON DELBOS.

(Signé) N. POLITIS. »

Special Agreement only requires it to decide on a question of principle and that it is not called upon to specify which are the territories, detached from Turkey and assigned to Greece after the Balkan wars or subsequently, where the lighthouses in regard to which the contract of 1913 is operative are situated.

And a difference of opinion having arisen between the Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Greece, regarding the applicability of the principle laid down in the said judgment in the case of lighthouses situated in Crete, including the adjacent islets, and in Samos.

The aforesaid question being regarded on both sides as accessory to the principal question which has already been decided by the Permanent Court of International Justice.

The two Governments have considered that it should be referred to the Permanent Court of International Justice.

Accordingly they request the Court, taking into account the period at which the territories specified below were detached from the Ottoman Empire, to give its decision upon the following question :

'Whether the contract concluded on April 1st/14th, 1913, between the French firm Collas & Michel, known as the '*Administration générale des Phares de l'Empire ottoman*', and the Ottoman Government, extending from September 4th, 1924, to September 4th, 1949, concession contracts granted to the said firm, was duly entered into and is accordingly operative as regards the Greek Government in so far as concerns lighthouses situated in the territories of Crete, including the adjacent islets, and of Samos, which were assigned to that Government after the Balkan wars.'

In regard to all points not provided for in this Agreement, the Court is requested to follow the Special Agreement of July 15th, 1931, it being agreed that the time-limits for the filing of the Memorials and Counter-Memorials mentioned in Article 3 of this Special Agreement shall only begin to run as from October 15th, 1936.

The answer to the question submitted to the Court being regarded as relating to the applicability in a particular case of the judgment already rendered by the Court, the two Governments recognize the present Agreement as taking effect as soon as it has been signed and agree that it may be transmitted to the Court by either Party.

In faith whereof the undersigned, being duly authorized so to do, have signed the present Agreement.

Paris, August 28th, 1936.

(Signed) YVON DELBOS.

(Signed) N. POLITIS."

\* \* \*

L'objet du litige actuel est nettement fixé par le compromis. La divergence de vues qui a surgi entre les deux Gouvernements depuis l'arrêt de 1934 porte sur « la question de l'applicabilité du principe adopté par ledit arrêt » (al. 2). Les deux Gouvernements s'accordent pour considérer ladite question « comme accessoire à la question principale déjà tranchée par la Cour permanente de Justice internationale » (al. 3) et pour envisager sa solution « comme concernant l'applicabilité dans un cas d'espèce de l'arrêt antérieurement rendu par celle-ci » (al. 7).

Ainsi le litige actuel est expressément limité à la seule question qui a fait l'objet de la réserve contenue dans l'arrêt de la Cour du 17 mars 1934. Il ne remet nullement en cause le point qui, dans cet arrêt, forme la « décision de principe » et constitue la chose jugée, à savoir qu'en soi le contrat du 1<sup>er</sup>/14 avril 1913 est dûment intervenu. Les Parties se bornent à demander à la Cour si l'île de Crète, y compris les îlots adjacents, et l'île de Samos, font partie ou non des territoires auxquels sa décision de principe est applicable et si, en conséquence, le contrat précité est, en ce qui les concerne, « dûment intervenu ».

La question ainsi posée se ramène au point de savoir quelles sont les raisons ou circonstances particulières qui ont été envisagées et acceptées par les Parties au compromis comme pouvant former la base d'une exception au « principe adopté » par l'arrêt de 1934, exception qui permettrait de soustraire les territoires de Crète et de Samos à l'application dudit arrêt.

La Cour estime que les Parties se sont expliquées très clairement à ce sujet dans leur compromis. En effet, la question posée entre guillemets à l'alinéa 5 est introduite par ces termes, qui précisent et limitent sa portée : « [Les deux Gouvernements] prient la Cour de bien vouloir trancher, en tenant compte de l'époque où les territoires ci-après visés ont été détachés de l'Empire ottoman, la question de savoir.... »

Il y a donc une circonstance, mais une circonstance seulement, qui peut justifier une exception à l'application de l'arrêt de principe du 17 mars 1934 : c'est l'époque où s'est produit, pour les territoires visés, le détachement de l'Empire ottoman. Conclusion qui se trouve pleinement confirmée par la note verbale du 17 juillet 1934 précitée, où le Gouvernement hellénique expose que, selon lui, les phares situés dans les territoires de Crète et de Samos étaient « demeurés en dehors des prévisions du contrat intervenu, .... vu que les territoires, sur lesquels ils se trouvent situés, ont été détachés de la Turquie bien avant cette date ». Il en résulte que la Cour ne pourrait,

\* \* \*

The subject of the present dispute is clearly defined by the Special Agreement. The difference of opinion which has arisen between the two Governments since the 1934 judgment relates to "the applicability of the principle laid down in the said judgment" (para. 2). The two Governments agree in regarding this question "as accessory to the principal question which has already been decided by the Permanent Court of International Justice" (para. 3) and to regard the answer to it "as relating to the applicability in a particular case of the judgment already rendered by the Court" (para. 7).

Thus the present dispute is explicitly confined to the single question which was reserved by the Court's Judgment of March 17th, 1934. It in no way reopens the "question of principle", which was decided in that judgment and which is now *res judicata*, namely that, in itself, the contract of April 1st/14th, 1913, was duly entered into. The Parties simply ask the Court whether or not the island of Crete, including the adjacent islets, and the island of Samos, are included amongst the territories to which the Court's decision on the question of principle applies and whether, consequently, the above-mentioned contract was "duly entered into" in so far as concerns them.

The issue thus formulated amounts to the question what special reasons or circumstances were contemplated and recognized by the Parties to the Special Agreement as a possible ground for an exception to the principle adopted by the 1934 judgment, such as would warrant the exclusion of the territories of Crete and Samos from the application of that judgment.

The Court considers that the Parties have expressed themselves very clearly on this point in their Special Agreement; for the question formulated between quotation marks in paragraph 5 is introduced by the following words which define and limit its scope: "[The two Governments] request the Court, taking into account the period at which the territories specified below were detached from the Ottoman Empire, to give its decision upon the following question...."

Accordingly there is one circumstance, and one circumstance only, which will warrant an exception to the application of the Judgment of March 17th, 1934, on the question of principle, namely: the period at which detachment from the Ottoman Empire took place in the case of the territories in question. This conclusion is fully borne out by the *note verbale* of July 17th, 1934, above mentioned, in which the Greek Government explains that, in its view, the lighthouses situated in the territories of Crete and Samos "remained outside the ambit of the contract concluded, .... as the territories in which they are situated were detached from Turkey well before that date". It follows that

sans méconnaître les termes du compromis, s'attacher, pour trancher la question qui lui est soumise, à des considérations qui tendraient à fonder une exception à l'applicabilité de l'Arrêt du 17 mars 1934 sur une base indépendante de l'unique justification que lui ont assignée les Parties.

Le compromis ayant établi un lien étroit de conséquence nécessaire entre l'époque du détachement des territoires visés et la validité du contrat relativement à ces mêmes territoires, il importe essentiellement de fixer l'époque à laquelle les territoires de Crète, y compris les îlots adjacents, et de Samos, ont été respectivement détachés de l'Empire ottoman.

A cet égard, il faut logiquement considérer tout d'abord l'article 9 du Protocole XII<sup>1</sup> signé en même temps que le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923. En effet, ce texte, obligatoire pour les deux Parties, a formé la base de l'arrêt de principe rendu par la Cour le 17 mars 1934. La première question est donc de savoir s'il autorise en faveur de la Crète et de Samos une exception au principe établi par cette décision.

L'article 9 déclare l'État successeur de la Turquie subrogé dans les droits et charges de celle-ci « dans les territoires détachés de la Turquie à la suite des guerres balkaniques, en ce qui concerne les contrats de concession passés, avant la mise en vigueur du traité par lequel le transfert du territoire a été stipulé, avec le Gouvernement ottoman ou toute autorité locale ottomane ». Le texte ajoute que « cette subrogation aura effet à dater de la mise en vigueur du traité par lequel le transfert du territoire a été stipulé... ».

Il y a lieu de remarquer que la rédaction de ce texte est générale; elle ne comporte ni exception ni réserve. L'article 9 vise l'ensemble des territoires qui ont été détachés de la Turquie à la suite des guerres balkaniques, sans égard au statut particulier qui, dans l'Empire ottoman, régissait certains d'entre eux. D'autre part, dans l'article 9, la notion du détachement des territoires est étroitement liée et corrélative à celle de leur attribution à un autre souverain: l'une et l'autre formant les éléments du transfert de territoire mentionné au même texte. Cette disposition ne laisse pas place à une interruption dans la souveraineté sur les territoires qui s'y trouvent visés. Elle établit une succession directe et immédiate de la Grèce dans les obligations contractées par l'Empire ottoman et concernant les territoires sur lesquels la souveraineté ottomane a été cédée. Le lien d'étroite corrélation établi entre le détachement et l'attri-

---

<sup>1</sup> *Publications de la Cour*, Série C, n° 74, p. 68; *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. 28, p. 203.



in deciding the question submitted to it the Court cannot, without disregarding the terms of the Special Agreement, take into account considerations which might warrant an exception to the applicability of the principle laid down by the Judgment of March 17th, 1934, for reasons other than the sole ground for an exception admitted by the Parties.

As the Special Agreement links together in a necessary relation of cause and effect the period at which the detachment of the territories took place and the validity of the contract in respect of these same territories, it is essential to determine the period at which the territories of Crete, including the adjacent islets, and of Samos were respectively detached from the Ottoman Empire.

In this connection Article 9 of Protocol XII<sup>1</sup> signed at the same time as the Treaty of Lausanne of July 24th, 1923, must logically be considered first. For this stipulation, which is binding on both Parties, formed the basis of the judgment on the question of principle rendered by the Court on March 17th, 1934. The first question therefore is whether that Article warrants in favour of Crete and Samos an exception to the principle laid down by the Court's decision.

Article 9 says that a State succeeding to Turkish territory is subrogated as regards the rights and obligations of Turkey "in territories detached from Turkey after the Balkan wars so far as regards concessionary contracts entered into with the Ottoman Government or any Ottoman local authority before the coming into force of the treaty providing for the transfer of the territory". The Article adds that "this subrogation will have effect as from the coming into force of the treaty by which the transfer of territory was effected....".

It is to be observed that this stipulation is couched in general terms; it makes no exception or reservation. Article 9 applies to all the territories which were detached from Turkey after the Balkan wars, without regard to the special status possessed by some of them under the Ottoman Empire. Again, in Article 9, the idea of the detachment of the territories is closely connected with and correlated to that of their assignment to another sovereign: both ideas constituting the elements in the transfer of territory mentioned in the same Article. This provision leaves no room for a break in continuity of the sovereignty over the territories referred to therein. It provides for the direct and immediate succession of Greece to the obligations contracted by the Ottoman Empire in respect of the territories over which Ottoman sovereignty is ceded. The close correlation established between the detachment and assignment of the

---

<sup>1</sup> *Publications of the Court*, Series C., No. 74, p. 68; *League of Nations, Treaty Series*, Vol. 28, p. 203.

bution des territoires par l'article 9 du Protocole XII a été reconnu par l'agent du Gouvernement hellénique au cours de son exposé oral du 28 juin 1937. Il avait déjà été souligné par la Cour dans un passage de son Arrêt du 17 mars 1934 (p. 28), où la Cour a déclaré que l'expression « territoires qui furent attribués » à la Grèce « à la suite des guerres balkaniques ou postérieurement », employée dans le compromis du 15 juillet 1931, et l'expression « territoires détachés de la Turquie à la suite des guerres balkaniques » dans l'article 9 visent les mêmes territoires, « d'autant plus qu'aucune des Parties, à l'occasion des références faites à l'article 9, n'a suggéré qu'il pourrait y avoir une différence matérielle concernant les territoires visés dans ces textes ». Enfin, cette même corrélation est marquée dans l'alinéa suivant, qui contient la réserve dont se prévaut aujourd'hui le Gouvernement hellénique. L'arrêt y parle de « territoires détachés de la Turquie et attribués à la Grèce à la suite des guerres balkaniques.... ».

Il résulte des considérations qui précèdent que rien, dans le texte de l'article 9 du Protocole XII, n'autorise à faire une distinction entre les divers territoires qui furent attribués à la Grèce au point de vue de l'applicabilité de la décision de principe rendue par la Cour en 1934.

Mais la thèse du Gouvernement hellénique telle que l'a présentée son agent, particulièrement dans ses exposés oraux des 28 et 29 juin 1937, tend précisément à exclure la considération déduite de l'absence de distinction dans l'article 9. Le raisonnement est le suivant : L'article 9 n'avait pas à distinguer car, rédigé en vue d'une hypothèse différente de celle qui est actuellement soumise à la Cour, il est *a priori* sans application possible aux territoires de Crète et de Samos. En effet, dit-on, l'article 9 ne pouvait faire autrement que de considérer le détachement des territoires et leur attribution comme les deux aspects d'une même opération, attendu que l'hypothèse qui se trouve visée dans cet article est celle de territoires qui furent transférés de la souveraineté de la Turquie à une autre souveraineté. Tout autre serait, selon la thèse hellénique, la condition des territoires de Crète et de Samos. Pour ces territoires, dotés d'une large autonomie, il n'y aurait pas eu et il ne pouvait y avoir détachement de la Turquie par transfert de souveraineté de celle-ci à la Grèce, par la raison qu'en 1913 la Turquie avait perdu depuis longtemps sa souveraineté à leur égard. Il en résulterait qu'en avril 1913 le Gouvernement ottoman n'avait plus titre, compétence ou capacité pour conclure le contrat du 1<sup>er</sup>/14 avril 1913 et que dès lors ce contrat, bien que valable en soi, n'est pas, par rapport à ces territoires, dûment intervenu ou valablement conclu. C'est en ce sens que, selon le Gouvernement hellénique, l'arrêt de la Cour de 1934 devrait être « complété ».

territories by Article 9 of Protocol XII was recognized by the Agent for the Greek Government in his oral statement on June 28th, 1937. It had already been emphasized by the Court in a passage in its Judgment of March 17th, 1934 (p. 28), where the Court said that the expression "territories which were assigned" to Greece "after the Balkan wars or subsequently" used in the Special Agreement of July 15th, 1931, and the expression "territories detached from Turkey after the Balkan wars" in Article 9, meant the same territories, "all the more so, since neither Party, when discussing Article 9, has suggested that there is any substantial difference between the territories referred to in these two texts". Finally the same correlation is emphasized in the following paragraph, containing the reservation of which the Greek Government is now availing itself. In that paragraph the judgment speaks of "territories detached from Turkey and assigned to Greece after the Balkan wars....".

It follows from the foregoing that there is nothing in the text of Article 9 of Protocol XII to warrant any differentiation between the various territories which were assigned to Greece, from the standpoint of the applicability of the decision rendered by the Court on the question of principle in 1934.

The reasoning of the Greek Government as stated by its Agent, in particular in his oral pleadings (on June 28th and 29th, 1937), seeks precisely to preclude any contention based on the absence of differentiation in Article 9. The line of argument is as follows: Article 9 had no need to differentiate, because having been framed to meet a different case from that which is now submitted to the Court, it is, *a priori*, incapable of being applied to the territories of Crete and Samos. Thus, we are told, Article 9 could not do otherwise than consider the detachment and the assignment of the territories as two aspects of a single operation, for the hypothesis envisaged by that Article was that of territories transferred from the sovereignty of Turkey to another sovereignty. According to the contention of the Greek Government, the situation of the territories of Crete and Samos is of an entirely different order. The latter territories, which enjoyed a wide autonomy, were not and could not have been detached from Turkey by a transfer of sovereignty from that State to Greece, seeing that in 1913 Turkey had long since lost her sovereignty in regard to them. It follows, according to this argument, that in April 1913 the Ottoman Government no longer had any title, competence or capacity to conclude the contract of April 1st/14th, 1913, and accordingly the contract, though valid in itself, was not duly entered into or validly concluded in respect of these territories. It is in this sense, in the Greek Government's contention, that the Court's judgment of 1934 requires to be "supplemented".

Il faut rappeler avant tout que, pour faire accueillir sa thèse, quelle que soit l'argumentation qui en est la base, le Gouvernement hellénique aurait dû démontrer qu'à l'époque du contrat litigieux les territoires de Crète et de Samos étaient déjà, en droit, des territoires détachés de l'Empire ottoman au sens complet que comporte le mot « détachés », ce qui implique, de l'avis de la Cour, la disparition de tout lien politique. En effet, ainsi qu'il a été dit plus haut, c'est la date du détachement des territoires qui est décisive ici. Le régime de large autonomie qui fut octroyé aux territoires en question ne serait à considérer, aux fins de la solution du présent litige, que s'il autorisait à conclure que les territoires autonomes étaient déjà, à la date du contrat, détachés de l'Empire ottoman au point que, tout lien politique ayant disparu entre eux et la Sublime-Porte, le Sultan avait perdu tout pouvoir de traiter à leur égard. C'est de ce point de vue seulement que le compromis, respectueux de la chose jugée en 1934, autorise la Cour à envisager la question des autonomies crétoise et samienne ; la nature de ces autonomies et leur qualification juridique n'ont pas à être examinées à d'autres points de vue. Le litige, ramené à son véritable objet, se réduit à la question suivante : à l'époque du contrat litigieux, soit le 1<sup>er</sup>/14 avril 1913, tout lien politique entre l'Empire ottoman et les îles de Crète et de Samos avait-il disparu ? Seule la démonstration de l'absence de tout lien semblable à cette date permettrait de considérer ces territoires comme détachés de l'Empire ottoman dès avant la conclusion du contrat et autoriserait à considérer celui-ci comme n'étant pas dûment intervenu relativement à ces mêmes territoires.

La Cour estime que cette démonstration n'a pas été faite par le Gouvernement hellénique.

Malgré son autonomie, la Crète n'avait pas cessé de faire partie de l'Empire ottoman. S'il est vrai que le Sultan avait dû y admettre d'importantes restrictions à l'exercice de ses droits de souveraineté, cette souveraineté même, quelle qu'en ait été la qualification doctrinale, n'avait pas cessé de lui appartenir. Cet état de choses a subsisté jusqu'au moment où, par des traités qui sont des traités de cession, la Crète a été séparée de l'Empire ottoman et est devenue, au sens de l'article 9 du Protocole XII, un « territoire détaché ». Ces traités sont postérieurs à la conclusion du contrat litigieux.

Le premier en date est le Traité de paix signé à Londres le 17/30 mai 1913 entre la Bulgarie, la Grèce, le Montenegro, la Serbie et la Turquie, traité non ratifié, mais maintenu dans les

It must be borne in mind, in the first place, that in order to secure acceptance for its contention, no matter on what arguments it was founded, the Greek Government would have needed to prove that, at the time of the conclusion of the contract in dispute, the territories of Crete and Samos were already, in law, territories detached from the Ottoman Empire, in the full meaning of the word "detached", which in the opinion of the Court connotes the entire disappearance of any political link. For, as has been already observed, it is the date of the detachment of the territories which is decisive in this case. The wide forms of autonomy conferred on the territories in question could only be taken into consideration for the solution of the present dispute, if they justified the conclusion that the autonomous territories were already, at the date of the contract, detached from the Ottoman Empire to the extent that every political link between them and the Sublime Porte had been severed, so that the Sultan had lost all power to make contracts in regard to them. It is from that standpoint alone that the Special Agreement, which respects the *res judicata* of 1934, authorizes the Court to consider the question of Cretan and Samian autonomy; there is no occasion to examine the nature of these forms of autonomy or their juridical character from any other standpoint. The issue, reduced to its essence, may be stated as follows: had every political link between the Ottoman Empire and the islands of Crete and Samos disappeared at the time of the conclusion of the contract in dispute, that is to say, on April 1st/14th, 1913? Only if it were shown that no such link subsisted on that date, would it be possible to regard these territories as having been already detached from the Ottoman Empire before the conclusion of the contract, and to consider the latter as not having been duly entered into in regard to the aforesaid territories.

The Court finds that this has not been shown by the Greek Government.

Notwithstanding its autonomy, Crete had not ceased to be a part of the Ottoman Empire. Even though the Sultan had been obliged to accept important restrictions on the exercise of his rights of sovereignty in Crete, that sovereignty had not ceased to belong to him, however it might be qualified from a juridical point of view. That situation persisted until the time when Crete was separated from the Ottoman Empire by treaties, which were treaties of cession, and became a "detached territory" within the meaning of Article 9 of Protocol XII. These treaties are subsequent to the conclusion of the contract in dispute.

The first of them, in chronological order, is the Treaty of Peace signed in London on May 17th/30th, 1913, between Bulgaria, Greece, Montenegro, Serbia and Turkey, a treaty which

rapports entre la Grèce et la Turquie par le Traité d'Athènes du 1<sup>er</sup>/14 novembre 1913. Dans son article 4, relatif à la Crète, le Traité de Londres porte expressément :

« S. M. l'Empereur des Ottomans déclare céder à Leurs Majestés les Souverains Alliés l'île de Crète et renoncer en leur faveur à tous les droits de souveraineté et autres qu'il possédait sur cette île. »

On ne saurait trouver preuve plus décisive de la persistance de la souveraineté du Sultan jusqu'à cette date que cette renonciation solennelle de ce dernier dans un acte international signé par la Grèce.

En ce qui concerne Samos, après que, par l'article 5 du Traité de Londres du 17/30 mai 1913, — traité maintenu entre la Turquie et la Grèce, ainsi qu'il a été dit plus haut, par le Traité de paix signé à Athènes le 1<sup>er</sup>/14 novembre 1913, — le Sultan eut déclaré confier aux Puissances le soin de statuer sur le sort de toutes les îles ottomanes de la mer Égée excepté la Crète, la décision des Puissances du 13 février 1914 a attribué Samos à la Grèce. Cette décision a été confirmée par l'article 12 du Traité de Lausanne de 1923, où Samos est expressément visée.

La conclusion qui s'impose est que les phares situés en Crète et à Samos sont bien des phares situés sur des territoires qui, non seulement furent attribués à la Grèce à la suite des guerres balkaniques, mais encore qui ne furent détachés de l'Empire ottoman qu'à cette même époque. L'article 9 du Protocole XII de Lausanne est donc applicable au contrat du 1<sup>er</sup>/14 avril 1913, et celui-ci doit être considéré comme dûment intervenu et partant comme opérant vis-à-vis de la Grèce relativement à ces mêmes territoires. Le « cas d'espèce » tombe ainsi sous la décision de principe rendue par la Cour le 17 mars 1934.

Contre cette conclusion qui se dégage des actes internationaux, le Gouvernement hellénique a objecté qu'en fait Samos, depuis 1832, et la Crète depuis 1899 et surtout depuis 1907, ont joui d'un régime d'autonomie si large qu'il faudrait, dès cette époque, les considérer comme détachées de l'Empire ottoman.

Ni l'examen des Constitutions crétoises ni celui du statut organique de Samos ne confirment cette manière de voir. L'autonomie de la Crète ne lui a été reconnue par les Constitutions de 1899 et de 1907 que « dans les conditions établies par les quatre grandes Puissances ». Ces conditions soulignaient « les

though not ratified was maintained as between Greece and Turkey by the Treaty of Athens of November 1st/14th, 1913. The Treaty of London states expressly in Article 4, which relates to Crete, that

“His Imperial Majesty the Sultan declares that he cedes to Their Majesties the Allied Sovereigns the island of Crete and renounces in their favour all rights of sovereignty and all other rights which he possessed over that island<sup>1</sup>.”

It would be difficult to find more decisive evidence of the persistence of the Sultan's sovereignty up to that date than is furnished by this formal renunciation made by the latter in an international instrument signed by Greece.

As regards Samos, after the Sultan had declared in Article 5 of the Treaty of London of May 17th/30th, 1913—which was maintained, as stated above, between Turkey and Greece by the Treaty of Peace of Athens of November 1st/14th, 1913—that he entrusted to the Powers the decision as to the future of all the Ottoman islands in the Aegean Sea, except the island of Crete, Samos was assigned to Greece by the decision of the Powers on February 13th, 1914. This decision was confirmed by Article 12 of the Treaty of Lausanne of 1923, in which Samos is expressly mentioned.

The conclusion follows inevitably that the lighthouses in Crete and Samos are lighthouses situated in territories which not only were assigned to Greece after the Balkan wars but also were not detached from the Ottoman Empire until that time. Article 9 of Protocol XII of Lausanne is therefore applicable to the contract of April 1st/14th, 1913, and that contract must be considered as having been duly entered into, and as accordingly operative in regard to Greece in respect of the said territories. The “particular case” therefore falls within the scope of the decision on the question of principle delivered by the Court on March 17th, 1934.

In opposition to this conclusion, deduced from the international instruments, the Greek Government has argued that Samos, since 1832, and Crete, since 1899 and in any case since 1907, did in fact enjoy a régime of autonomy which was so wide that those islands must be regarded as having been thenceforward detached from the Ottoman Empire.

No confirmation of this view is obtained by the examination either of the Cretan Constitutions or of the organic Statute of Samos. The autonomy of Crete was only recognized by the Constitutions of 1899 and 1907 “under the conditions established by the four Great Powers”. These conditions

---

<sup>1</sup> Translation taken from the American Journal of International Law, Vol. 8, 1914.

droits suprêmes de S. M. I. le Sultan sur la Crète » (notification du 30 nov. 1898, Mémoire du Gouvernement hellénique, annexe 7) et les « droits légitimes du Sultan » (*pro memoria* du 28 mars 1899, Mémoire du Gouvernement français, annexe 2). Quant à l'île de Samos, le *Hatt* ou statut organique du 22 décembre 1832 a consacré nettement sa dépendance envers la Sublime-Porte. Samos y est qualifiée comme faisant « partie des États héréditaires de S. M. le Sultan Mahmoud Khan » (Mémoire du Gouvernement hellénique, annexe 21), et les concessions accordées par le statut s'y trouvent expressément subordonnées à la condition que les habitants de l'île « soient dorénavant sujets fidèles de l'Empire ottoman ». Les dispositions du statut, celles notamment qui concernent la nomination et les pouvoirs du « chef de l'île » et l'hommage dû au Sultan, ne laissent aucun doute sur la persistance de la subordination politique de Samos. L'examen du *Hatt* ou règlement additionnel du 16 septembre 1852 (Mémoire du Gouvernement hellénique, annexe 22) n'autorise pas une conclusion différente.

La Cour étant arrivée à la conclusion que la Crète et Samos faisaient encore partie de l'Empire ottoman au 1<sup>er</sup>/14 avril 1913, date du contrat litigieux, il n'y a pas lieu pour elle de s'arrêter à l'objection qu'il n'a pu entrer dans l'intention des contractants de comprendre ces territoires dans leur contrat en raison du fait qu'à cette date ceux-ci étaient déjà définitivement soustraits à la souveraineté du Sultan. Il y a lieu de rappeler, d'autre part, que l'Arrêt du 17 mars 1934 a jugé qu'en l'absence d'une manifestation expresse d'une volonté contraire, l'objet du contrat de 1913 est identique à celui du contrat originaire de 1860, applicable à l'ensemble de l'Empire ottoman.

PAR CES MOTIFS,

La Cour,

statuant par dix voix contre trois,

décide

que le contrat intervenu le 1<sup>er</sup>/14 avril 1913 entre la Société française en nom collectif Collas & Michel, dite « Administration générale des Phares de l'Empire ottoman », et le Gouvernement ottoman, portant prorogation du 4 septembre 1924 au 4 septembre 1949 des contrats de concession consentis à ladite société, est dûment intervenu et partant est opérant vis-à-vis du Gouvernement hellénique, en ce qui concerne les phares



emphasized "the supreme rights of H.I.M. the Sultan over Crete" (notification of Nov. 30th, 1898, Memorial of the Greek Government, Annex 7) and the "legitimate rights of the Sultan" (*pro memoria* of March 28th, 1899, Memorial of the French Government, Annex 2). So far as concerns the island of Samos, the *Hatt* or organic Statute of December 22nd, 1832, definitely proclaimed its dependence on the Sublime Porte. Samos is described therein as forming "part of the hereditary estates of H.M. the Sultan Mahmoud Khan" (Memorial of the Greek Government, Annex 21), and the concessions conferred by the Statute are expressly subordinated by it to the condition that the inhabitants of the island "should henceforth be faithful subjects of the Ottoman Empire". The provisions of the Statute, and especially those concerning the appointment and powers of "the chief of the island" and the homage due to the Sultan, leave no doubt as to the continued political subordination of Samos. Nor does any different conclusion follow from a study of the *Hatt* or additional regulation of September 16th, 1852 (Memorial of the Greek Government, Annex 22).

As the Court has reached the conclusion that Crete and Samos still formed part of the Ottoman Empire on April 1st/14th, 1913, the date of the contract in dispute, there is no need for it to discuss the objection to the effect that the contracting Parties could not have intended that their contract should cover these territories, in view of the fact that the latter had already been definitively removed from the Sultan's sovereignty at the above-mentioned date. Moreover, it must be remembered that the Judgment of March 17th, 1934, declared that, in the absence of any express statement of a contrary intention, the object of the contract of 1913 must be regarded as identical with that of the original contract of 1860, which is applicable to the whole of the Ottoman Empire.

FOR THESE REASONS,

The Court,

by ten votes against three,

decides

that the contract concluded on April 1st/14th, 1913, between the French firm Collas & Michel, known as the "*Administration générale des Phares de l'Empire ottoman*", and the Ottoman Government, extending from September 4th, 1924, to September 4th, 1949, concession contracts granted to the said firm, was duly entered into and is accordingly operative as regards the Greek Government in so far as concerns lighthouses situated

situés sur les territoires de Crète, y compris les îlots adjacents, et de Samos, qui lui furent attribués à la suite des guerres balkaniques.

Le présent arrêt a été rédigé en français, conformément aux dispositions de l'article 39, premier alinéa, deuxième phrase, du Statut de la Cour, les Parties s'étant, dans le compromis, déclarées d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le huit octobre mil neuf cent trente-sept, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République française et au Gouvernement royal hellénique.

Le Président de la Cour:

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour:

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

Sir CECIL HURST, Vice-Président, M. HUDSON, juge, et M. SÉFÉRIADÈS, juge *ad hoc*, déclarant ne pouvoir se rallier à l'arrêt rendu par la Cour, et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, joignent respectivement à l'arrêt les exposés de leurs opinions individuelles.

Le jonkheer VAN EYSINGA, juge, tout en se déclarant d'accord sur le dispositif, a joint l'exposé de son opinion individuelle sur les motifs de l'arrêt.

(Paraphé) J. G. G.

(Paraphé) J. L. O.

in the territories of Crete, including the adjacent islets, and of Samos, which were assigned to that Government after the Balkan wars.

This judgment has been drawn up in French in accordance with the terms of Article 39, paragraph 1, second sentence, of the Statute of the Court, the Parties having agreed in the Special Agreement that the case should be conducted in French.

Done at the Peace Palace, The Hague, this eighth day of October, one thousand nine hundred and thirty-seven, in three copies, one of which is to be placed in the archives of the Court and the others to be forwarded to the Government of the French Republic and the Royal Greek Government respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Registrar.

Sir CECIL HURST, Vice-President, Mr. HUDSON, Judge, and M. SÉFÉRIADÈS, Judge *ad hoc*, declare that they are unable to concur in the judgment given by the Court and, availing themselves of the right conferred upon them by Article 57 of the Statute, have appended to the judgment the separate opinions which follow.

Jonkheer VAN EYSINGA, Judge, while in agreement with the operative clause of the judgment, has appended a separate opinion regarding the grounds on which the judgment is based.

(Initialled) J. G. G.

(Initialled) J. L. O.